



T1-00362
125527

ECO So His
852-00-125527

Code épreuve : 270

Nombre de pages : 10

Session : 2019

Épreuve de : Economie - Sociologie et Histoire ESCP Europe / SKEMA

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroter chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

En 2018, le Prix d'Economie de la banque de Suède a été attribué notamment à l'économiste William NORDHAUS, célèbre par ses travaux sur la contrainte environnementale. Mettant en avant les conséquences néfastes qu'elle exerce sur la croissance, il propose alors d'ajouter au PIB une fonction de "dommages" mesurant ^{ainsi} les externalités négatives, qui néanmoins pose un problème d'actualisation.

La contrainte environnementale met à la fois en évidence le réchauffement climatique, la pollution et la raréfaction voire disparition des ressources naturelles non-renouvelables. Elle constitue alors une contrainte qui pèse sur la croissance économique c'est-à-dire sur la capacité à long-terme de proposer une diversité croissante de biens (dimension quantitative) et sur la capacité à ne pas dégrader la croissance future (dimension durable). En particulier, les ressources naturelles dont beaucoup sont non-renouvelables constituent un input, - souvent non substituable - nécessaire à la production de biens. Leur disparition contribuerait alors à réduire l'offre, et, à travers l'offre, la croissance serait touchée. Aussi, la contrainte environnementale engendre des externalités négatives c'est-à-dire des effets néfastes qui ne sont pas corrigés ni compensés spontanément par le marché et nécessitent l'intervention étatique car ils modifient les conditions de croissance. La prise en compte de la contrainte environnementale, soulignée à partir du Rapport Meadows - Halte à la croissance (1972) réalisé par un groupe d'experts du club de Rome, a conduit les économistes et les pouvoirs publics à se pencher sur les solutions à adopter. S'opposent alors les tenants de la soutenabilité faible qui revendiquent l'utilisation de moyens

économiques (taxation, marché des quotas et reines) aux tenants de la soutenabilité forte qui revendiquent la nécessité de modifier la croissance voire d'opter pour la décroissance. L'enjeu doit être résolu à l'échelle mondiale afin d'éviter tout problème de passager clandestin puisque le climat constitue un bien commun mondial.

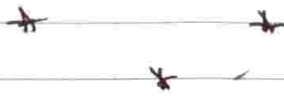
S'intéresser à la contrainte environnementale, en particulier à la contrainte des ressources naturelles, n'est pas une préoccupation nouvelle des économistes. Dans son Essai sur le principe de population (1798), T. MALTHUS soulignait déjà qu'alors que la population augmentait selon une progression géométrique, les rendements de la terre ne pouvaient qu'augmenter ~~et~~ plus faiblement, selon une progression arithmétique. David RICARDO a théorisé dans ses Principes d'économie politique et de l'impôt (1817) la théorie de la rente différentielle susceptible de conduire à une baisse tendancielle du taux de profit et ainsi modifierait largement les conditions de la croissance en mettant fin à l'accumulation de capital et à l'état stationnaire. Or les faits ont montré que cet état stationnaire n'a pas eu lieu. Au contraire, le XX^e siècle a même connu une croissance forte, régulière et durable pendant les Trente Glorieuses. Néanmoins, la thèse ricardienne a retrouvé une actualité lors des chocs pétroliers dans les années 1970, provoquant un contexte de "stagflation". Depuis le Rapport Brundland (1987), certains économistes prônent une approche de développement durable et une minorité redonne la "décroissance".

Hormis Donald TRUMP qui s'est retiré de l'Accord de Paris sur le climat, le constat semble unanime: la contrainte environnementale pèse sur la croissance. Des lors, la raréfaction des ressources naturelles et le réchauffement climatique constituent-ils vraiment une contrainte qui - parce qu'elle ^{la} transforme et ^{la} détériore - pèse sur la croissance? Si oui, comment?

Il semblerait que la contrainte environnementale pèse sur la croissance en détériorant ses conditions (I). Néanmoins, il est toujours possible d'agir afin d'enrayer ce processus réfaste

et d'éviter alors que la dégradation de l'environnement ne modifie les conditions de la croissance (II). Finalement, la contrainte environnementale est si importante qu'elle pourrait nas contraindre à rompre avec les conditions capitalistes de la croissance.

(III).



La contrainte environnementale pèse sur la croissance économique en détériorant ses conditions. La raréfaction des ressources naturelles conduit à l'état stationnaire (A) qui néanmoins n'a jamais encore été vérifié. Il faudrait donc davantage évoquer l'existence d'un cercle vicieux entre dégradation environnementale et détérioration des conditions de la croissance (B).

La raréfaction et la disparition des ressources naturelles conduisent à l'état stationnaire. En effet, les ressources naturelles constituent des facteurs de production indispensables au processus productif. Si certaines ^{ne les sont pas et} sont substituables, d'autres ^{ne le sont pas et} sont indispensables. Les économistes classiques se sont intéressés au XIX^e siècle au rôle décisif des ressources naturelles de sol. Dans son Essai sur le principe de population (1798), MALTHUS montre que, puisque les rendements de la terre n'augmentent que selon une progression arithmétique, et que la population croît selon une logique géométrique (elle double tous les 25 ans), l'augmentation du revenu par habitant n'est pas possible. David Ricardo ira jusqu'à démontrer que la théorie de la rente différentielle conduit à l'état stationnaire c'est-à-dire à la stagnation du capital par travailleur. En effet, dans ses Principes d'économie politique et de l'impôt (1817), il avance qu'une augmentation de la population entraîne une hausse du nombre de terres mises en culture dont les dernières seront moins fertiles, d'où ce qui provoquera un accroissement de prix des produits agricoles et donc une hausse des salaires (de subsistance) ainsi qu'une hausse de la rente foncière. Dès lors, le profit, considéré comme un revenu résiduel, va connaître un abaissement tendanciel

jusqu'à la fin de l'accumulation de capital et l'état stationnaire. Aujourd'hui la théorie ricardienne peut être réactualisée en considérant les ressources du sous-sol et non du sol. En effet, le pétrole est une ressource non-renouvelable qui s'épuisera. Celle-ci est encore largement utilisée dans de nombreux processus de fabrications de biens qui devront alors cesser lorsque cette ressource sera épuisée. Par exemple, l'effet des chocs pétroliers de 1973 et 1979, provoqués par les pays de l'OPEP en réaction du soutien des pays occidentaux apporté à Israël dans le cadre de la guerre du Kippour, a été très négatif par la croissance, provoquant ainsi un ralentissement de la croissance et une augmentation de l'inflation : la "stagflation". La rareté des ressources naturelles conduit donc à l'état stationnaire.

Néanmoins l'état stationnaire n'ayant jamais été empiriquement vérifié, il faudrait davantage évoquer l'existence d'un cercle vicieux entre dégradation environnementale et détérioration des conditions de la croissance. En effet, il semble que la dégradation environnementale provoque une détérioration des conditions de la croissance par deux raisons. Tout d'abord, il est impossible de produire ^{certain} des biens sans disposer de ressources naturelles non-renouvelables, c'est le cas notamment de pétrole et plus généralement des matières premières. C'est pourquoi, HARDIN, met en garde et évoque la "tragédie" des biens communs dans The tragedy of the Commons (1961). Aussi, la dégradation environnementale se traduit par des externalités négatives sur la croissance car le coût social provoqué par ces dommages est largement supérieur au coût privé - et cela aura à terme. Ce coût sera payé par les générations à venir. Réciproquement, la détérioration des conditions de la croissance contribue à dégrader l'environnement. En effet les Etats n'ont alors pas de ressources suffisantes pour investir dans des technologies et des infrastructures très coûteuses protégeant l'environnement et préfèrent mettre l'accent sur ^{autres} politiques. Par exemple, les pays en voie de développement notamment l'Inde (pollution de l'air, émission de CO₂) ont longtemps refusé de mettre en place des normes, des réformes environnementales. Affirmant que l'environnement constitue un problème des "pays riches", ils mettent l'accent sur le développement.

Code épreuve : 270

Nombre de pages : 10

Session : 2019

Épreuve de : Economie - Sociologie et Histoire ESCPEurope - SKEMA

Consignes

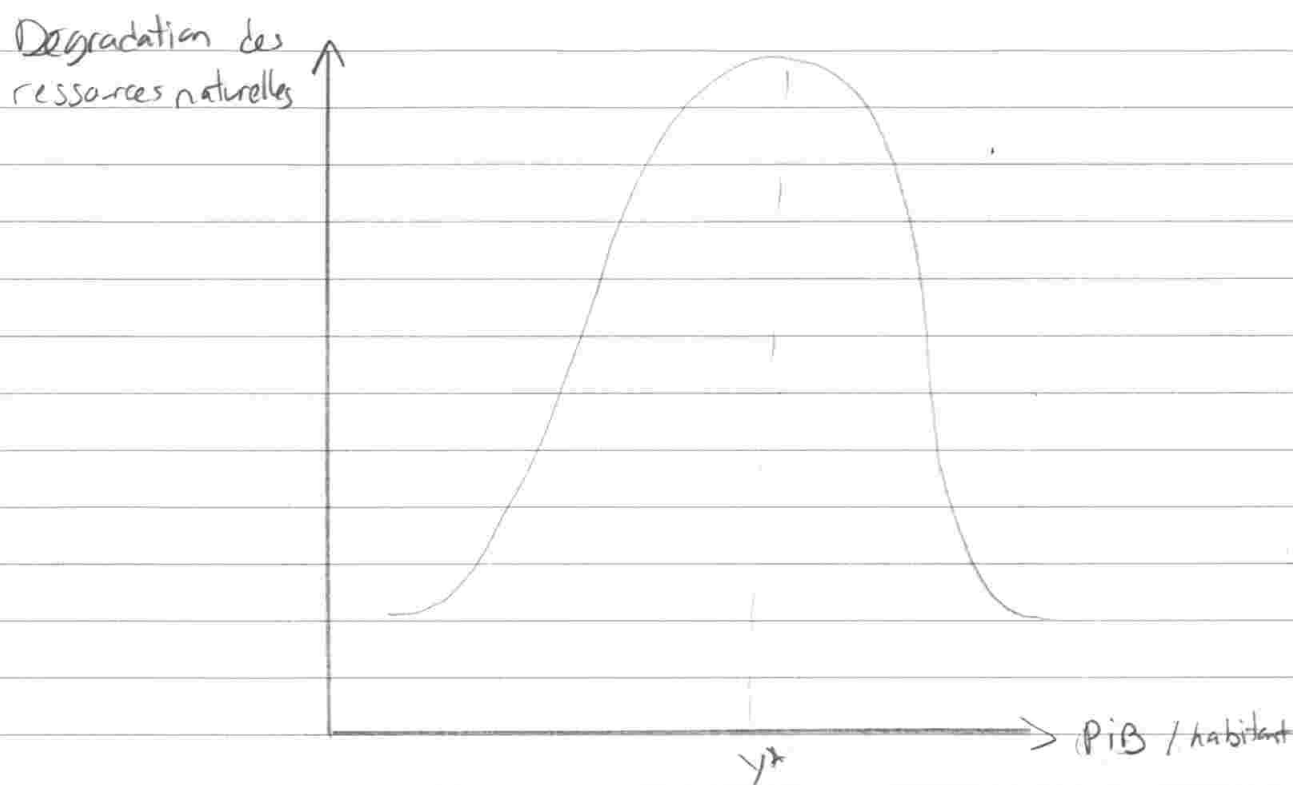
- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

La contrainte environnementale pèse donc sur la croissance en détériorant ses conditions. Il est toutefois envisageable d'entraver ce processus négatif.

Il est toujours possible d'agir afin d'éviter que la dégradation des ressources naturelles ne modifie les conditions de la croissance. Si la dégradation des ressources naturelles peut être limitée presque naturellement et ne modifierait ainsi par les conditions de croissance (A), il faut mettre en place des mécanismes à l'échelle européenne puis mondiale afin de préserver les conditions de la croissance en luttant contre le phénomène de passage clandestin (B).

Il est possible d'entraver presque naturellement les répercussions de la contrainte environnementale sur les conditions de croissance. D'abord, il est possible de trouver des solutions à une échelle communautaire afin de préserver l'environnement. Dans La gouvernance des biens communs (1990), Elinor OSTROM montre que cette gestion des biens communs (non-exclusifs et rivaux) est meilleure lorsqu'elle a lieu presque spontanément entre les membres d'une même communauté. Elle prend l'exemple de la surexploitation qui peut être réglée au sein de la communauté. C'est le cas notamment des systèmes d'irrigation en Espagne, décidés à l'échelle communautaire d'abord afin de préserver les ressources en eau. Aussi, à l'échelle nationale, il semblerait qu'une forte

croissance permette de lutter contre la contrainte environnementale, naturellement. C'est ce que montre A. TRUEGER (1995) avec le "carbe de Kuznets environnementale".

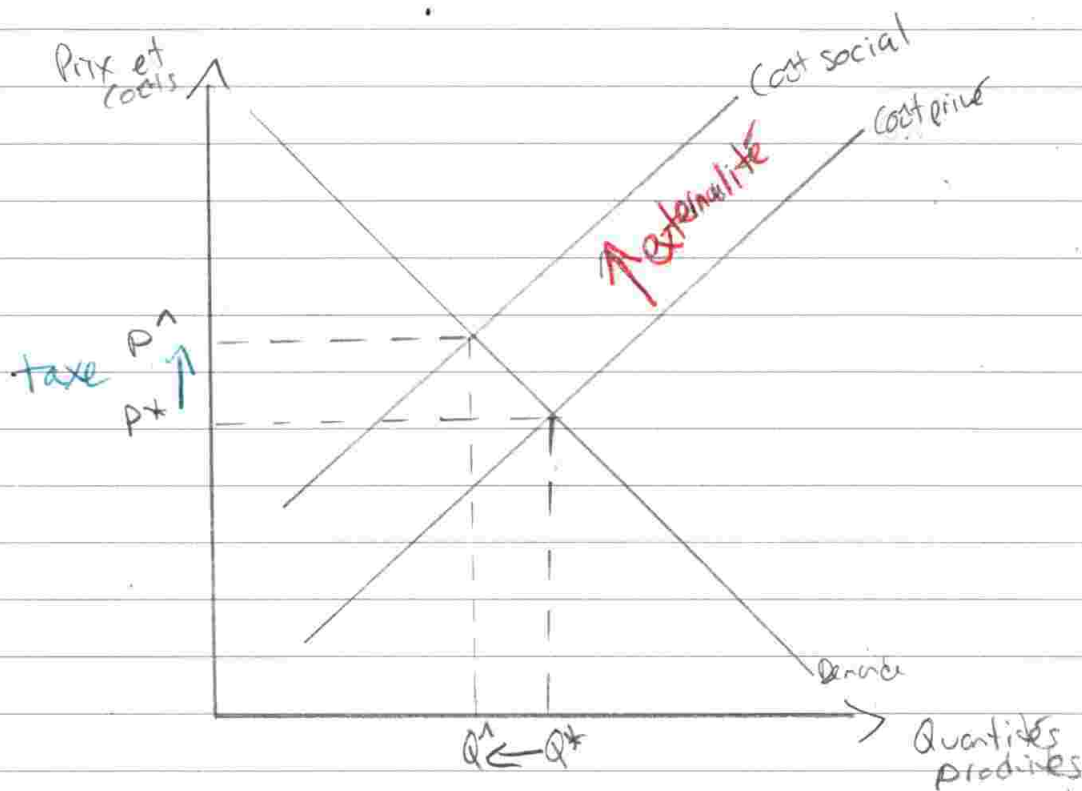


Carbe de Kuznets environnementale

En effet, à partir d'un certain niveau de revenu par habitant (y^*) et de croissance, ~~il~~ il est possible d'opter pour des méthodes de production plus chère mais plus écologiques, et d'agir de manière à diminuer la dégradation des ressources naturelles.

Puisque l'environnement constitue un bien commun mondial, il faut mettre en place des mécanismes à l'échelle européenne puis mondiale afin de préserver les conditions de la croissance en luttant contre le phénomène de passage clandestin. En effet, les pouvoirs publics disposent de trois moyens pour faire coïncider le coût social avec le coût privé et de préserver ainsi les conditions de la croissance: normes, taxation et marché des quotas. Seul

le marché des quotas d'émission de gaz à effet de serre (GES) a été mis en œuvre à l'échelle européenne. Néanmoins, ce mécanisme visent à donner à chaque entreprise un certain nombre de quotas qu'elle peut ensuite vendre ou acheter à d'autres entreprises, dans le but de réduire les GES s'est avéré insuffisant en Europe car pas assez restrictif. Dès lors, il s'agirait de rendre ces quotas d'émission plus coûteux et d'étendre cette approche sur le plan mondial. Aussi, il est possible d'opter pour une taxation des entreprises produites créés afin de faire coïncider le coût social avec le coût privé et prendre en compte l'externalité négative comme l'illustre le graphique ci-dessus.



Taxation sur les marchés : illustration

La taxe augmente le prix de p^* à p^{\wedge} afin de prendre en compte l'externalité et de considérer donc le coût social. Cette augmentation du prix provoque alors une diminution des quantités produites de Q^* à Q^{\wedge} . Dès lors, en appliquant la taxation à l'échelle internationale, il est possible de préserver la croissance future. En effet, il n'y aura pas de passage clandestin qui, n'appliquant pas la taxe, produiront à coût plus bas.

Code épreuve : 270

Nombre de pages :

Session : 2019

Épreuve de : Economie - Sociologie et Histoire ESCP Europe / SKEMA

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

mentionne l'idée de développement durable c'est-à-dire l'idée qu'il faut améliorer nos besoins sans détériorer la capacité des générations futures à améliorer les leurs. Il faut donc repenser la croissance et la rendre sacrée de l'environnement, réduire les pollutions et l'ensemble des dommages causés par l'ordinaire croissance capitaliste. Certains économistes plus radicaux avancent l'idée même d'une décroissance c'est-à-dire d'un stop, non d'un frein, à la croissance. Il semblerait plus judicieux d'opter par le développement durable afin d'articuler notre croissance capitaliste et de la rendre compatible avec la préservation de l'environnement.

La contrainte environnementale modifie donc les conditions de la croissance. Toutefois, il est possible d'enrayer ce processus négatif aussi bien naturellement qu'institutionnellement. Finalement nous devons modifier nos conditions de croissance dans une optique de développement durable par faire face à la contrainte environnementale imposée sur la croissance capitaliste. Il faut impérativement agir à l'échelle mondiale afin d'éviter le problème des passages clandestins ce qui néanmoins suppose du courage politique. Aujourd'hui, alors que le réchauffement climatique et la disparition des ressources naturelles non-renouvelables sont à l'oeuvre, les questions climatiques sont en particulier aux États-Unis non seulement régionales mais surtout nées. Or Jean TIROLE souligne dans L'économie du

NE RIEN ÉCRIRE DANS CE CADRE

Bien Commun (2013) combien il est nécessaire d'investir au moins 1% du PIB mondial dans cette lutte afin de préserver l'environnement et alertait ^{déjà} quant aux résistances des États à l'égard des ~~ses~~ questions climatiques.

